

LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE VA-T-ELLE ENFIN DEVENIR UNE PRIORITÉ POLITIQUE ?

La réalité du réchauffement climatique, illustrée par les canicules à répétition, exige la mise en œuvre de grandes mesures. Pourtant, une partie de la classe politique persiste dans le déni.

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. » Cet avertissement, lancé il y a vingt-quatre ans lors du Sommet de la Terre, ne vient ni d'un écologiste, ni d'un scientifique, mais de Jacques Chirac, tout juste réélu président de la République. Depuis, le thermomètre n'a cessé de grimper, jusqu'à cet épisode de chaleur exceptionnelle de juin 2026. Pourtant, la lutte contre le réchauffement climatique n'a toujours pas décollé, faute d'être érigée en priorité absolue.

Le Bourbonnais en surchauffe

Pour comprendre l'urgence, observons de plus près quelques scènes en France, comme dans le Bourbonnais ce dimanche 21 juin, à la veille du passage en vigilance rouge du département.

À Vichy, les rues sont désertées et la majorité des commerces ont gardé leur porte close. À l'ombre des arbres des parcs bordant l'Allier, des personnes âgées somnolent sur les bancs. Marguerite, 70 ans, venue de Nantes pour une cure, tente avec difficulté de se relever de son déambulateur pour aller boire sa deuxième bouteille d'eau prescrite. « Je suis épuisée », confie-t-elle. Non loin de là, Frédéric, 51 ans, électricien en arrêt maladie, explique « mal dormir ». En remplissant une nouvelle bouteille d'eau des Célestins dans le hall des Sources, il ajoute : « C'est ici qu'elle est la meilleure, et elle ne contient pas de soufre. À force d'en boire, on devient spécialistes. »

Au pont-barrage de l'Europe, les drapeaux pendent, faute de vent, tandis que le plan d'eau, habituellement animé, est déserté par les activités nautiques. Sophie, quinquagénaire en casquette, rafraîchit son épagnen continental sous les jets d'eau face à l'Opéra, qui a connu bien des événements historiques, mais jamais sous une telle canicule. Abdel, venu de Chartres en famille, surveille ses enfants et neveux, habillés, qui s'aspergent abondamment.

À quelques dizaines de kilomètres, dans la montagne bourbonnaise, Ludivine Lot, 30 ans, présidente des Jeunes Agriculteurs (JA) de l'Allier, n'en revient pas. Au Breuil, ses prairies, situées à 400 mètres d'altitude sur les contreforts, sont grillées. « On a l'impression d'être à la fin août »,

lâche-t-elle devant ses génisses charolaises en quête d'ombre et d'eau. Dans le bocage, Stéphane n'a pas sorti sa moissonneuse-batteuse et ne le fera pas en début de semaine. « Nous ne voulons pas faire brûler la campagne. Les risques d'incendie sont trop importants. » Quelques jours plus tôt, 75 hectares sont partis en fumée entre Chézy et Gennetines, tandis que les pompiers du département multiplient les interventions, parfois pour des feux déclenchés par une simple étincelle entre deux cailloux.

Halte au déni

Ces scènes du quotidien illustrent la gravité de la situation et posent une question : que faire ?

Des solutions existent pour aider les populations à traverser ces épisodes, particulièrement pénibles pour les personnes âgées, les enfants ou les plus précaires. Mais le vrai débat porte sur l'urgence d'une action publique pour s'attaquer aux causes du réchauffement.

Prenons le problème à bras-le-corps : il y a quelques jours, la ministre de la Transition écologique, Monique Babut, a dressé le bilan du troisième plan national d'adaptation au changement climatique. Ce plan vise à préparer la France à un réchauffement de 4 °C d'ici 2100. La France fait un premier pas, mais le double dis-

cours gouvernemental est flagrant : le manque de moyens fragilise les politiques publiques. Illustration parmi d'autres : au lendemain de la première canicule de mai, le gouvernement a décidé de geler 20 % du fonds Vert, qui soutient les collectivités territoriales dans leurs investissements pour la transition écologique et la lutte contre le réchauffement !

Pourtant, les chiffres sont accablants : la chaleur cause la mort de 5 000 personnes chaque année en France.

À force de railler, critiquer ou combattre les écologistes, une grande partie de la classe politique oublie que rien ne sera résolu par des mesures ponctuelles ou en reportant la responsabilité sur les seuls citoyens.

La situation exige une prise de conscience collective et la mise en place de politiques publiques ambitieuses. À un an de l'élection présidentielle, espérons que les candidats et les formations politiques placeront enfin le réchauffement climatique – et son caractère inégalitaire – au cœur de leurs priorités.

Jean-Yves Vif
Directeur éditorial

Ancien rédacteur en chef de La Montagne

